

## Questions orales

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) et ministre d'État (Affaires indiennes et du Nord canadien)):** Monsieur le Président, c'est dommage qu'il n'y ait pas autant de virulence de la part du caucus libéral du Québec pour favoriser l'adoption du projet de loi C-22 qui créerait des emplois au Québec.

Monsieur le Président, le dossier de Matane est présentement dans les mains du ministre de l'Expansion industrielle régionale. Nous sommes à analyser les données qui sont au dossier et, bien sûr, cela inclut une étude de faisabilité qui devra être complétée par le promoteur afin qu'une décision puisse être prise.

\* \* \*

[Traduction]

## LA PORNOGRAPHIE

## L'ADOPTION DU PROJET DE LOI DU GOUVERNEMENT

**M. John Reimer (Kitchener):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Justice et a trait à un article publié à la une du *Globe and Mail* de lundi qui exposait les conclusions d'une étude américaine sur la pornographie qui doit être présentée aujourd'hui au comité particulier de la Chambre américaine des représentants sur les enfants, les jeunes et la famille. L'étude a constaté que toutes les formes de pornographie, pas seulement la pornographie violente, ont des répercussions négatives sur la société. Étant donné ces conclusions, quand pouvons-nous espérer que le ministre fasse étudier en deuxième lecture et adopter rapidement le projet de loi sévère de notre gouvernement contre la pornographie?

**L'hon. Ray Hnatyshyn (ministre de la Justice et procureur général du Canada):** Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de l'intérêt constant qu'il porte à ce sujet très importante, dont se préoccupent vivement non seulement ses électeurs, mais les Canadiens de tout le pays. J'ai lu avec intérêt les conclusions du rapport, et je sais que notre gouvernement veut faire adopter le projet de loi le plus tôt possible. Mon collègue, le vice-premier ministre et leader du gouvernement à la Chambre, discutera avec ses homologues de l'opposition pour déterminer quand la Chambre en sera saisie. Je sais que des députés des deux côtés de la Chambre m'ont pressé de le mettre tout de suite à l'étude, et j'espère que cela se fera très bientôt.

\* \* \*

## L'ÉNERGIE

## LE PRIX DU GAZ NATUREL AU MANITOBA

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre de l'Énergie, je voudrais poser ma question au premier ministre.

Le 1<sup>er</sup> novembre prochain, du gaz naturel en provenance de l'Alberta, après avoir été acheminé par un pipe-line au Manitoba, sera vendu au Minnesota au prix de 1,80 \$ les 1 000 pieds cubes, tandis qu'il coûte 3 \$ les 1 000 pieds cubes aux Manitobains. Étant donné que durant la campagne électorale le premier ministre avait promis à Prince-Albert que le gaz canadien ne coûterait jamais aux Canadiens plus qu'aux Américains, comment peut-il expliquer cette situation? Quelles mesures prendra le gouvernement s'il veut tenir cette promesse?

● (1510)

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, l'Office national de l'énergie vient de présenter une recommandation au sujet des prix et de la politique d'exportation du gaz naturel qui est compatible avec les politiques du gouvernement axées sur le marché. Des dispositions de cette décision fournissent nettement une protection suffisante aux consommateurs tout en stimulant les travaux de prospection et d'exploitation ainsi que la vente du gaz naturel.

Je crois comprendre que des négociations se poursuivent entre l'Alberta et le Manitoba à ce sujet. A mon avis, la question sera résolue par entente bilatérale entre les deux provinces.

## LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Monsieur le Président, d'après le premier rapport officiel de surveillance publié il y a deux semaines, le gaz naturel de C.-B est vendu plus cher aux consommateurs de Colombie-Britannique qu'aux Américains de l'Ouest. Est-ce que le gouvernement estime que les Canadiens qui utilisent du gaz naturel à la maison ou dans leur entreprise vont croire que la déréglementation du secteur énergétique décidée par le gouvernement joue en leur faveur?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et président du Conseil du Trésor):** Monsieur le Président, je pense que nous connaissons tous la position du Nouveau parti démocratique. Il aimerait contrôler les prix et la production et arrêter toute exportation de gaz naturel ou de pétrole.

**M. Broadbent:** Encore un mensonge. Continuez. Vous arrive-t-il jamais de dire la vérité? Dites-la pour une fois.

**M. Riis:** C'est faux.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Broadbent:** Vous allez descendre à 20 p. 100. Continuez.

**M. Mazankowski:** Continuez d'attaquer la GRC, et vous savez où vous allez vous retrouver. Par terre.

**M. le Président:** Je désire informer la Chambre qu'en raison des éloges et des annonces qui ont été faits, et qui ont enlevé beaucoup du temps à la période des questions, cette dernière va se poursuivre jusqu'à 15 h 18.